

L'avancement de l'économie sociale en lien avec le monde syndical

Marc Picard

Volume 44, numéro 1-2, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041613ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041613ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CIRIEC-Canada

ISSN

1923-0818 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Picard, M. (2014). L'avancement de l'économie sociale en lien avec le monde syndical. *Économie et Solidarités*, 44(1-2), 193–198.
<https://doi.org/10.7202/1041613ar>

RUBRIQUE

**Expérience
d'économie sociale**

L'avancement de l'économie sociale en lien avec le monde syndical

MARC PICARD

Directeur général

Caisse d'économie solidaire

Desjardins

marc.picard@desjardins.com

Qu'ont en commun Aristote, la CSN, la Société de développement Angus et la Caisse d'économie solidaire? Léopold Beaulieu! Il a fréquenté les écrits d'Aristote, mais je crois qu'un ancêtre de Léopold a su influencer Aristote sur sa vision du développement économique... Plus sérieusement, on le reconnaît à cette maxime : L'accumulation de la monnaie, sans rechercher le bien commun, est contre nature.

Ma présentation se déroulera en trois points. Je vais d'abord rappeler ce qu'est la Caisse solidaire. Ensuite, je ferai part des aspects sur lesquels nous travaillons. Enfin, j'exposerai les perspectives qui s'offrent à nous, à moyen et à long termes. À la fin de cette présentation, j'espère que vous comprendrez mieux le projet révolutionnaire de la Caisse et l'intérêt de travailler avec nous à la transformation de la société.

Il y a 45 ans, la Caisse est née de l'audace de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), dans le cadre du développement du Deuxième front, dans le but de démocratiser l'économie et de transformer le rapport au travail. Afin d'illustrer le contexte, rappelons que le slogan syndical utilisé à l'époque était : « Cessons de financer notre exploitation ».

De mon côté, cela fait maintenant trois ans que je dirige la Caisse d'économie solidaire. Je suis particulièrement heureux de pouvoir y contribuer. Bien que le vocabulaire ait changé, je trouve que le slogan « Cessons de financer notre exploitation » décrit très bien le mandat que les dirigeants m'ont confié, c'est-à-dire convaincre la population, et plus particulièrement les acteurs de l'économie solidaire, qu'en faisant un choix responsable en tant

qu'institution financière, ils contribueraient à la création d'une société plus juste et plus équitable.

MAIS QU'EST-CE QUI CIMENTE TOUT CE BEAU MONDE?

Nos valeurs sont l'humanisme, la démocratie et la solidarité. À l'époque, les cofondateurs, André Laurin et Léopold Beaulieu, ont voulu créer un outil financier qui allait favoriser la justice sociale. Il s'agissait simplement de mettre l'argent au service des personnes et non l'inverse. On voulait favoriser la solidarité et le partage.

Aujourd'hui, la Caisse compte une centaine d'employés regroupés dans trois points de services pour servir tout le Québec. Elle compte 15 000 membres, dont 12 000 membres individuels et 3 000 membres entreprises. Le modèle d'affaires est simple : nous souhaitons regrouper l'épargne des personnes et des organisations, dont plusieurs syndicats, pour soutenir les entreprises collectives.

Malgré les préjugés qu'on entend trop souvent sur l'économie sociale, nous sommes fiers de dire que notre coopérative financière est rigoureuse et performante. Son actif la classe 54^{ième} sur 335 caisses du Mouvement Desjardins. C'est tout à l'honneur des acteurs de l'économie solidaire qui nous ont choisi.

Comment les contributions collectives sont-elles devenues incontournables?

En 45 ans, la Caisse est devenue un chef de file du financement de l'économie sociale, une institution majeure de l'investissement responsable et un acteur significatif de la solidarité internationale. Selon le portrait de la finance responsable au Québec, réalisé en 2013 par les économistes Marguerite Mendell et Gilles L. Bourque, près de 50 % des sommes investies en économie sociale proviennent de la Caisse d'économie solidaire.

La Caisse est responsable d'un volume d'affaires de 1 milliard et demi de dollars, dont 617 millions en épargne provenant en grande partie du milieu syndical. Qu'il s'agisse de citoyens ou d'organisations, tous souhaitent que leur épargne contribue à un mode de développement correspondant à leurs valeurs. Ils font un choix de cohérence. Grâce à ce volume d'épargne, la Caisse finance de multiples réseaux sociaux et cela, à la hauteur de 622 millions. Ces organisations ont toutes vécu une histoire d'innovation sociale. Je veux relever, entre autres, d'importants acteurs du développement comme la Société de développement Angus à Montréal et Québec, ainsi que les Serres de Guyenne en Abitibi.

Les membres de la Caisse se retrouvent dans toutes les régions du Québec et dans tous les secteurs d'activités :

- une coopérative d'habitation sur trois, c'est plus de 10 000 unités de logement;
- une entreprise d'insertion sociale sur deux, c'est plus de 1 000 apprenants par année;
- un syndicat sur cinq, parmi l'ensemble des réseaux syndicaux, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs.

Véritable pionnière, la Caisse était d'abord seule à financer les coops et les organismes à but non lucratif (OBNL). Maintenant, elle travaille avec un réseau de partenaires bien implanté, qui a développé des modes de financement complémentaires. Je pense aux outils collectifs de la CSN, aux outils développés dans le monde de la coopération, aux outils financiers du Chantier de l'économie sociale, Investissement Québec, ainsi que l'ensemble des acteurs de la finance solidaire. Dans cet écosystème, la Caisse continue à innover. Elle offre à ses membres des outils financiers adaptés à leurs besoins.

L'action internationale

Depuis le début, la Caisse est ouverte sur le monde. C'est une question de solidarité. L'avancée de l'économie sociale et solidaire au Québec passe par une économie sociale reconnue internationalement. C'est pourquoi notre président, Gérald Larose, fait partie d'un groupe-pilote consultatif sur l'économie sociale et solidaire mis en place par les Rencontres du Mont-Blanc et qui agit auprès de l'ONU.

Depuis bientôt huit ans, la Caisse d'économie solidaire s'associe aux outils collectifs de la CSN dans le contexte d'un projet de coopération unique. Ainsi, nous sommes actifs au Brésil pour soutenir le développement d'un réseau d'institutions financières solidaires.

Nos outils de soutien complémentaires

Avec le temps, la Caisse a développé des outils de soutien complémentaires. Sa ristourne collective lui permet de pousser sa logique de solidarité plus loin. En effet, nos membres renoncent à leur ristourne individuelle pour qu'elle serve à des projets collectifs. On donne, bon an, mal an, environ un million de dollars à quelque 260 initiatives de nos membres entreprises. Nous constatons d'ailleurs que notre ristourne collective est fort utile en période d'austérité. Dès la première heure, avec le monde syndical, la Caisse a également constitué un Fonds de soutien à l'action collective. Il sert à aider les syndicats en conflit. Les syndicats alimentent à la hauteur de 80 % ce fonds en épargne. Depuis sa création, le Fonds de soutien a épaulé plus de 25 luttes syndicales.

NOTRE ANALYSE DE L'ACTUEL CONTEXTE DE CHANGEMENT

Comme on le sait, le contexte économique et financier est en bouleversement. Les effets néfastes des inégalités économiques et sociales se sont malheureusement accentués au cours des dernières

années, tout comme l'endettement record des ménages. Ces deux enjeux menacent la portée inclusive de la société et la participation citoyenne à la démocratie.

Malgré tout, dans ce contexte de changement, de beaux fleurons de l'économie sociale sont devenus des entreprises matures. Je pense à une entreprise d'insertion, la friperie Renaissance, ou à la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec qui fait même partie des 500 plus grandes entreprises du Québec. La Caisse elle-même est parvenue à la maturité dans son marché actuel.

Pour en arriver à une véritable économie de partage, nous devons relever le défi d'élargir le champ de l'économie sociale. Nous le savons, le monde de l'économie sociale représente approximativement entre 7 % et 10 % du PIB du Québec. C'est à la fois respectable et trop peu. Notre choix, c'est de prendre encore plus de place au sein d'une économie plurielle. Nous voulons une économie sociale qui ne remplace pas les services publics, mais qui permettra d'offrir des emplois décents, assortis de salaires compétitifs.

Nous avons la conviction que notre approche est prometteuse. Nous le constatons aux effets positifs sur les personnes, sur leur communauté et l'environnement. Nous prenons également en compte les résultats financiers qui assurent la pérennité des entreprises. Nous le savons, les entreprises d'économie sociale sont plus stables et détiennent un taux de survie supérieur à celui des entreprises privées. C'est sans doute parce qu'elles sont bien ancrées dans leur milieu, qu'il y a autour d'elles plusieurs partenaires financiers qui se concertent et qu'elles répondent aux besoins réels de leurs membres parce qu'elles en sont proches.

LES NOUVELLES PERSPECTIVES QUI S'OFFRENT À LA CAISSE

Rien n'est jamais acquis, mais notre passé nous a dotés d'une expérience et d'une méthode qui ont fait leurs preuves. Au fil du temps, la Caisse d'économie solidaire est devenue un puissant outil financier de l'action collective qui transforme le Québec. Il s'agit d'un puissant outil par sa taille, mais aussi parce qu'elle est autosuffisante en ce sens que la Caisse finance le collectif à même l'épargne de ses membres. C'est un puissant outil aussi grâce à ses rapports de proximité avec les mouvements sociaux. Notre organisation, issue du monde ouvrier, a su intégrer des pans des mouvements communautaire, coopératif, culturel, des femmes, écologique et, plus récemment, de groupes sociaux gravitant autour de la souveraineté alimentaire.

Les mouvements sociaux ont profondément influencé les orientations, le fonctionnement et les pratiques de la Caisse. Ces mêmes mouvements, au gré des conjonctures économiques et politiques et des mutations structurelles qu'elles enclenchent, verront leurs revendications et leurs projets se préciser. D'autres vont naître. De nouveaux besoins vont surgir. La Caisse est à l'affût. Nous savons que le pouvoir de la Caisse proviendra d'abord et avant tout de sa faculté à réunir toujours plus d'acteurs et de promoteurs de l'économie sociale et solidaire. Dans ce contexte, la

priorité consiste à tout mettre en place pour soutenir ces mouvements et leurs projets. La Caisse mise sur son expertise pour le faire.

En concertation avec l'ensemble des acteurs de l'économie sociale, la Caisse souhaite assurer le développement d'actions complémentaires répondant aux besoins des entreprises. Pour qu'il y ait plus de nouvelles entreprises, il faut y contribuer ensemble. La Caisse agira dans cet écosystème afin de favoriser le démarrage et la création de nouvelles initiatives de solidarité. Au cours des premières années surtout de cycle de vie des entreprises, l'écosystème financier doit être capable de s'adapter aux besoins pratiques de ceux qui démarrent. Ce travail de démarrage étant plus risqué, ni la Caisse, ni aucun de ses partenaires financiers de l'économie sociale ne peuvent le faire isolément.

Pour financer ces initiatives, il faut aussi accroître l'épargne collective. Plus de 12 000 membres particuliers de la Caisse et plusieurs organisations représentent une importante mobilisation d'épargnants qui croient au projet collectif de la Caisse. Cependant, considérant le nombre de Québécois qui adhèrent à nos valeurs humanistes, il reste beaucoup de place pour les accueillir tous, personnellement, avec leurs amis. La Caisse souhaite donc que ses services aux particuliers regroupent l'ensemble des leaders sociaux du Québec. En recueillant l'épargne, nous donnons à l'économie sociale plus d'influence sur la société.

La Caisse souhaite également poursuivre sa contribution au débat public afin de favoriser la construction d'une société plus juste, tant localement qu'internationalement. Dans une perspective d'affaires, cela créera un marché plus large. En accord avec une préoccupation sociétale, cela permettra de renforcer la mobilisation des acteurs qui croient, comme nous, que nous pouvons, en agissant ensemble, faire la différence.

CONCLUSION

Une brève lecture de l'histoire de la Caisse démontre qu'elle a toujours été déterminante pour l'économie sociale qui est bien vivante au Québec. La crise de 2008 et les secousses actuelles nous indiquent que le néolibéralisme est loin de nous mettre à l'abri des abus des années 1920. Selon plusieurs penseurs de notre époque, dont l'éminent chercheur de l'Université McGill, Henri Mintzberg, ce sont les économies mixtes et les économies plurielles qui, depuis 2008, ont le mieux tiré leur épingle du jeu.

Nous sommes chanceux de vivre au Québec qui repose justement sur une économie mixte. Nous avons bâti un entrepreneuriat privé solide, de bons services publics et une économie solidaire dynamique. Ce système économique, tous les outils de l'économie sociale ainsi que notre capacité de travailler en complémentarité font l'envie de plusieurs partenaires internationaux.

Peu importe le cycle de vie de l'entreprise, nous collaborons pour lui offrir des appuis et des solutions : du démarrage au soutien technique en passant par le microcrédit. On doit travailler fort,

ensemble, pour continuer à faire fructifier cet écosystème. La balle est dans notre camp pour faire croître cette économie au profit de l'ensemble des Québécoises et des Québécois.

Nous avons l'intime conviction que seuls, nous pouvons effectivement aller plus vite, mais qu'ensemble, nous irons assurément plus loin. C'est une invitation formelle à bâtir ensemble un monde plus juste, plus solidaire et plus durable.